

ÉDITORIAL

Femmes victimes des conflits, actrices de paix

Ce numéro de Palabras est centré sur une réalité très dure et complexe : la violence engendrée par la guerre envers les populations, les femmes et les enfants en particulier. Ce numéro montre que les tensions persistent après les guerres proprement dites, qu'il existe beaucoup de situations où les conflits sont permanents... Parfois, les femmes qui ont été victimes de violence, ne savent pas se sortir de telles expériences et pratiques. Mais dans la majorité des cas, elles surmontent la perversité des violences subies, créent de nouvelles règles et des pratiques sociales alternatives.

Nous vous présentons trois associations des femmes qui réalisent un travail basé sur l'appui immédiat aux victimes, et en même temps, ont la perspective à long terme de créer des mécanismes qui amènent à la paix, à l'entente entre les différents acteurs impliqués dans le conflit.

Dans " Femmes victimes des conflits, actrices de paix ", s'expriment des femmes sorties de la sphère privée pour aller vers la sphère publique dans l'intention de générer des changements dans les sociétés. Ces changements leur permettront de vivre en harmonie dans leur propre communauté ainsi qu'avec leur entourage, de dénoncer les injustices qui empêchent d'y parvenir et de faire du plaidoyer pour des rapports d'égalité plus justes entre hommes et femmes.

Au **Rwanda**, **Avega** a été créée pour devenir la voix de toutes les victimes du génocide de 1994. Elle réalise un travail d'accompagnement et d'appui pour que les veuves, orphelins et orphelines ne se sentent pas seul-e-s au moment de faire face aux adversités encore présentes. Ainsi, pour Avega la valeur de la solidarité est indispensable à la création d'un réseau des femmes et d'un espace commun pour les veuves. C'est grâce à l'entente et à la compréhension collective, qu'elles peuvent extérioriser leur douleur en l'utilisant en même temps comme moteur de changement. L'un de principaux objectifs d'Avega est la participation active dans les processus de réconciliation nationale et de reconstruction du pays.

En **Colombie**, **La Ruta Pacífica de las Mujeres** vise la négociation pour mettre fin au conflit armé. Ce mouvement de dénonciation nous rappelle que les décisions politiques retombent sur toutes les couches sociales et plus particulièrement sur les paysannes et paysans. Les déplacements forcés de population ont comme conséquence la rupture du tissu social des communautés, entraînant l'insécurité et la peur. La Ruta

Pacífica combat et utilise cette peur comme moteur de changement afin de créer un modèle de société basé sur la paix qui intègre la notion d'égalité pour tous ses acteurs, femmes et hommes.

En **Belgique**, **Femmes en Noir** (membre d'un réseau international) oriente son travail vers la sphère publique, avec des effets surtout au niveau politique. Ce mouvement dénonce les violations des droits humains et lutte pour l'établissement de politiques d'asile respectueuses, en faisant reconnaître les spécificités qui obligent les femmes à demander asile. Le mouvement met en évidence également les précarités auxquelles les migrants, principalement les femmes, doivent faire face sur le territoire belge.

Dans ce numéro de Palabras nous vous présentons brièvement quelques réseaux. Le **Conseil des Femmes du Sud, COFESUD**, est composé d'organisations de femmes d'**Afrique subsaharienne en Belgique**, dont le but est d'encourager des actions en faveur du développement durable de leurs communautés. COFESUD a dénoncé les violations dont sont victimes les femmes de la République démocratique du Congo; elle a également interpellé les politiciens, au niveau international, sur leur responsabilité dans la solution du conflit congolais.

Le Festival Voix de Femmes en Belgique, anime un réseau, le "**Réseau mondial de solidarité des mères, sœurs, filles, épouses, proches de personnes enlevées et disparues**". Au sein de cet espace interculturel artistique exceptionnel, ouvert au dialogue et à l'enrichissement collectif des cultures, le "Réseau" permet le témoignage de femmes de différentes parties du monde qui, à partir d'un drame personnel, se sont levées et ont voulu mener une réflexion et un combat collectifs.

Nous pensons qu'il est fondamental que la paysanne colombienne, la veuve rwandaise, la migrante qui arrive en Belgique, soit aidée en tant que personne, par ces organisations, pour qu'elle se sente ainsi partie d'un tout, capable de faire face à tout ce qui l'opprime, capable de changer tout, elle même et la société, en surmontant sa douleur et sa peur.

En faisant un lien entre la prévention des conflits et les situations d'après conflits, les femmes peuvent se reconstruire ensemble à partir de la douleur, en faisant tout pour que ça n'arrive plus, en créant des réseaux pour s'entraider dans le deuil, recueillir les témoignages et obtenir justice.

C'est ce travail quotidien, mais aussi le travail politique à long terme, fondamentaux pour la construction de modèles de sociétés durables tenant compte de l'approche de genre, que présente ce numéro de la revue Palabras.

Le Monde selon les femmes

LA REVUE ET LE RÉSEAU PALABRE/AS



Le projet vise à faire raconter et écrire par des groupes de femmes du Sud et du Nord une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

Le point de départ est la conviction que les groupes de femmes du Nord et du Sud agissent, réagissent et prennent leur avenir en main dans le champ de leurs "possibles". Elles ont dès lors des choses intéressantes et mal connues à raconter et à écrire.

L'échange de récits se fait entre les mondes francophone et hispanophone (Europe latine, Amérique latine et Afrique francophone). Les récits, qui sont toujours collectifs, présentent des réalisations concrètes.

Ces récits croisés remplissent un objectif d'éducation au développement car ils montrent les solidarités possibles, à partir de diagnostics similaires sur des situations comparables. L'échange de pratiques montre à la fois la "palette" de vécus différents, venus des réalités de chaque groupe social, de chaque pays, de chaque culture et la proximité de sentiments (joie ou peine), de faits et de démarches adoptées dans le but d'accroître l'autonomie des femmes.

Objectifs du projet

LE PROJET VISE TROIS OBJECTIFS :

1 la diffusion d'expériences concrètes de groupes de femmes auprès d'un large public ;

2 l'apprentissage et la connaissance mutuelle, afin de créer des synergies entre groupes de femmes grâce à des récits croisés ;

3 la mise au point d'outils d'animation (pour l'éducation au développement et les formations) sur Genre et développement.

LE PROJET A TROIS COMPOSANTES :

1 la publication d'une revue, éditée en même temps en français et en espagnol. Le Monde selon les femmes a déjà publié dix numéros thématiques de la revue Palabras* et deux numéros hors série ;

2 la mise en place progressive d'un réseau d'échanges et de contacts ;

3 l'organisation de rencontres entre les associations participant au projet.

** Le n° 0 sur les violences contre les femmes ; le n° 1 sur l'agriculture durable ; le n° 2 sur l'emploi ; le n° 3 sur la santé et les droits reproductifs ; le n° 4 sur la citoyenneté ; le n° 5 sur les femmes dans la ville ; le n° 6 sur les organisations d'appui aux femmes ; le n° 7 spécial "Marche mondiale" le n° 8 sur l'art au féminin ; le n° 9 sur les formations, le n° 10 sur la migration, le n° 11 sur l'information.*



LA RUTA PACÍFICA DE LAS MUJERES *est un groupe de femmes féministes, pacifistes et antimilitaristes*

Contact

Marina Gallego, Coordinadora nacional
La Ruta Pacífica de las Mujeres
Calle 56 No. 41-80 - Bogota - Colombie

Tél /Fax 571 254 66 30

GSM 571 310 503 83 44

Mail comunicaciones@rutapacifica.org.co

Site web www.rutapacifica.org.co



La Ruta Pacífica de las Mujeres (Colombie)

Qui sommes-nous?



La Ruta Pacífica (La Route Pacifique) est un groupe de femmes féministes, pacifistes et antimilitaristes qui vise à la négociation du conflit armé en Colombie. Nous sommes convaincues que la négociation et la paix, ainsi que l'égalité et la justice sociale sont les seules alternatives pour la Colombie, dans la mesure où les hommes et les femmes du monde entier les aident à y parvenir.

Nos débuts

L'idée de créer La Ruta Pacífica, est née comme une **réponse d'accompagnement** et d'appui à un groupe de femmes d'Uraba (région située à l'Ouest de la Colombie et qui jouxte le Panama), qui souffrait en silence des horreurs du conflit armé : elles enterraient leurs enfants, maris, frères, sœurs, elles vivaient avec l'indignation et la honte d'être victimes de viols commis par les différents acteurs armés.

C'est ainsi que plusieurs activistes ont décidé de mettre en œuvre cet accompagnement, dont la consigne était d'atteindre chacune de ces femmes, et leur transmettre le message suivant : "Arrêtez d'accoucher des enfants pour la guerre". Ce message se présentait comme une réponse pour mettre fin à la guerre et réclamer la négociation politique du conflit.

Cet appel a donc été à l'origine de La Ruta Pacífica où des femmes noires, indigènes, jeunes, âgées, ouvrières, syndicalistes, universitaires de tout le pays se retrouvent et s'engagent à travailler ensemble pour construire un foyer, un pays et un monde sans violence.

Organisation de notre groupe



Actuellement, La Ruta Pacífica est constituée de plus de 315 organisations, mixtes et de femmes, réparties dans 8 régions du pays (Santander, Valle del Cauca, Risaralda, Cundinamarca, Putumayo, Antioquia, Chocó y Cauca).

Le travail se réalise à travers une organisation nationale élue démocratiquement, formée par un membre par région, élu parmi les différentes organisations de chacune des principales régions ; les décisions sont prises par consensus.

Parmi les organisations avec lesquelles nous travaillons au niveau national se trouvent : Femmes pour la paix, Organisation féminine populaire, Mouvement national de femmes contre la guerre, Initiative de femmes pour la paix, Table nationale de concertation des femmes, Réseau de droits sexuels et reproductifs, Commission femme et conflit, Commission colombienne de juristes.

Au niveau international nous collaborons avec : le Réseau international de Femmes en Noir, Las Dignas du Salvador, UNIFEM, Amnesty international, Alerte Internationale, Les folles du Brésil, Marche des femmes contre la guerre, Le Monde selon les femmes.

Notre lutte

La consigne " **Nous n'accouchons pas d'enfants pour la guerre** " est à la fois un cri face à la violence gratuite et une forte résistance civile face aux guérillas qui règnent sur notre planète.

Nos objectifs

La Ruta Pacífica a comme objectifs :

1. Travailler pour la négociation du conflit armé en Colombie, avec la participation active des femmes dans les processus de concertation et de négociation du conflit au niveau local, régional et national, quand le moment de la négociation avec les différents acteurs armés arrive.
2. Visibiliser, dans la sphère publique, les effets et conséquences de la guerre dans la vie des femmes et des enfants, spécialement ceux causés par le déplacement forcé de la population ainsi qu'exiger le respect du Droit international humanitaire par tous les acteurs armés.
3. Délivrer la valeur sacrée de la vie quotidienne, le respect à la différence, la tolérance, la solidarité et la sororité (la fraternité entre femmes) afin de rendre possible une coexistence pacifique. Ceci s'obtient à travers l'élaboration de pédagogies et d'une culture de la non-violence.

4. Établir un réseau international de femmes et d'ONG afin d'obtenir un support pour la négociation du conflit armé en Colombie, et en même temps créer des liens de solidarité entre les femmes et les hommes d'autres pays afin de repousser la guerre et la course aux armements.

Nos méthodologies

La Ruta Pacífica a élaboré une méthodologie innovatrice. Parmi ses composants nous retrouvons :

1. **La mobilisation** : outil pédagogique qui a comme but de visibiliser et dénoncer les effets de la guerre dans la vie des femmes. C'est aussi un exercice de fraternité entre les femmes de nos régions. Il s'agit de la marche d'environ mille activistes, pour la plupart des femmes, venues de différentes régions et coins du pays en caravane (centaines de bus) et qui marchent vers les endroits où les femmes sont victimes du conflit armé. Une action qui se déroule régulièrement et toujours l'espoir et le souhait de prouver à nos sœurs que là bas existent encore la solidarité et la sororité.



Une manifestation de la Ruta Pacífica

2. La construction d'un nouveau **langage symbolique** à travers la danse, le chant, la créativité, la parole, les couleurs, comme un moyen d'exorciser la peur, la douleur et la rage provoqués par la violence. Cela donne comme résultat une nouvelle éthique de soins individuels et collectifs. En même temps, nous faisons ressortir l'aspect symbolique et esthétique du féminin.

Les couleurs et leur signification

- ☛ **Jaune** : vérité, connaître les auteurs de tous les crimes commis contre la population civile et contre les femmes et que ceux-ci soient traduits en justice.
- ☛ **Blanc** : la justice, droit à connaître la vérité, à soigner ses blessures, à la dignité, à la culture de la non-impunité, à donner à l'autre ce qui lui appartient.
- ☛ **Vert** : espoir, croire que la Colombie parviendra à se sortir de la barbarie de la guerre, croire en un monde sans exclusions, en une vie digne pour tous et toutes.
- ☛ **Bleu** : reconstruction, tourner le regard vers le passé et le corriger. Il s'agit de prendre conscience de la douleur et des blessures de nos sœurs, soigner la douleur causée dans la population par les acteurs armés.
- ☛ **Noir** : le deuil pour toutes les morts et la douleur de la guerre.

3. Formation politique : c'est la réflexion de notre pratique quotidienne (pour l'améliorer) et la construction permanente d'une nouvelle éthique. Dans ce but, nous abordons des thèmes comme le féminisme, la paix, des aspects qui constituent la base du mouvement et qui permettent de nouveaux regards pour la revendication du droit à la différence, à la vie, etc. Ce processus de formation est destiné à toutes les femmes de base. Chacune apporte son savoir et expérience pour enrichir le collectif.



Historique de nos mobilisations



L'esprit des mobilisations, c'est la solidarité avec les communautés obligées à abandonner leurs territoires, de centaines de mères dont les maris, fils et filles ont été assassinés, avec les femmes forcées à exercer la prostitution, des femmes violées ou assassinées par les différents acteurs armés.

À travers les mobilisations, nous effectuons une récupération symbolique qui permet, d'une part, de renforcer l'union des communautés et de combattre la peur en l'utilisant comme moteur de changement. Et d'autre part, les marches assurent la création d'un couloir humanitaire qui permettra de recueillir des informations et de dénoncer les violations commises contre les droits humains. On matérialise ainsi la demande de secours des paysannes, paysans et des victimes de la guerre.

D'après Maria Eugenia Sánchez, sociologue colombienne, membre du comité de coordination de La Ruta, cette organisation a surgi comme une réponse face au besoin de nous unir contre l'opprobre d'un système patriarcal qui nous traite comme des victimes et du butin de guerre.

C'est ainsi que le 25 novembre 1996 a eu lieu la première mobilisation de La Ruta, avec la participation d'environ 3000 activistes (la plupart des femmes) sont arrivées en caravane jusqu'à Uruba dans la région d'Antioquia. Elles ont apporté la solidarité à un grand nombre de femmes de la région victimes de viols, selon la dénonciation verbale du groupe Renacer de Apartadó, au Conseil de sécurité d'Antioquia en présence du gouverneur et de la sous-secrétaire chargée des affaires du genre.

A partir de ce moment-là, les mobilisations n'ont pas cessé de se produire. En 2001, nous avons gagné le prix pour la Paix pour les femmes du Millénaire remis par les Nations Unies.

Principales mobilisations

- ☛ 1996 Mutatá 25 novembre (Uraba Antioqueño) 3000 femmes
- ☛ 1997 Andes 25 novembre (Sud est d'Antioqueño)
- ☛ 1997 Pavarandó 27 décembre
- ☛ 2000 Barrancabermeja (Santander) 1200 femmes
- ☛ 2001 Barrancabermeja, du 14 au 17 août 1^{er} Rencontre internationale des femmes contre la guerre. Organisation du Tribunal des Femmes : dénonciation de l'impunité et récupération de la mémoire
- ☛ 2002 Bogotá 25 juillet 40 000 femmes
- ☛ 2003 Putumayo 25 novembre 3000 femmes ont manifesté contre les effets des fumigations aériennes dans cette région

- 2004 Bogota du 10 au 12 d'août, II^{ème} Rencontre internationale des Femmes contre la guerre, où on a débattu des stratégies de travail pour démilitariser les zones de conflits armés.

Le changement que nous voulons obtenir

Il consiste en une transformation de la culture de la guerre qui règne dans notre pays et en une erradication de la course aux armements qui est à l'origine de nombreux conflits mondiaux et encouragée par les pays développés.

Nous souhaitons que la Colombie retrouve son chemin vers la paix dans un esprit de justice sociale ainsi que la solution aux causes structurelles du conflit : la marginalisation, la pauvreté, l'inégalité dans la répartition de la terre et des ressources, le manque d'opportunités et l'inégalité entre les Colombiennes et les Colombiens.

Nous souhaitons une Colombie où la justice existe pour toutes et tous. Nous voulons éduquer nos enfants à une solution pacifique des conflits, donnant lieu à une coexistence basée sur la paix, où existe le respect de la diversité et de la démocratie participative. Nous souhaitons des citoyennes et citoyens actifs, qui participent et connaissent leurs droits et les responsabilités de leur rôle dans la construction d'un pays différent.

Notre approche de genre



En établissant des relations plus justes et égalitaires entre hommes et femmes, notre action modifie ces relations. Elle met en évidence les différences existantes et en même temps met l'accent sur les possibilités et l'efficacité d'une coexistence pacifique et d'un travail collectif pour aboutir à la paix.

La Ruta devient ainsi un espace où les femmes peuvent extérioriser leurs peurs, reconnaître leurs capacités et leurs forces, transformant ainsi leurs vies et leur entourage. Un exemple est le témoignage suivant :

" Quand nous sommes arrivées ici nous avons beaucoup de peurs, nous ne savions rien, nous ne parlions pas, les hommes nous marginalisaient énormément... grâce à l'espace de La Ruta, nous avons grandi petit à petit. Nous sommes devenues des femmes responsables de nos décisions et de notre processus, la Ruta nous a été utile, nous a réveillées, nous a appris beaucoup de choses... c'est un espace où nous pouvons dénoncer et soulager ce que nous ressentons ici à l'intérieur car nous savons qu'un jour, il y aura justice "

Iba María Cuesta- La Ruta Choco

Nous avons réussi à être visibles et reconnues comme un mouvement de femmes contre la guerre avec notre capacité d'action au service de la construction de nouvelles propositions de paix pour le pays.

Relations Nord-Sud



Pour La Ruta Pacífica, les relations Nord-Sud constituent une possibilité d'échanges avec les différents mouvements, les acteurs sociaux, les politiciens et l'Etat. Le but est l'union des forces qui auraient un effet positif dans la solution pacifique des conflits partout dans le monde et dans la lutte contre la course aux armements.

De la même manière, les acteurs du Nord sont très importants pour le suivi des propositions de paix de la Colombie et le soutien de la négociation du conflit armé, plus particulièrement la participation des mouvements des femmes aux tables de négociation.

L'avenir

Nous avons l'espoir comme drapeau de lutte pour faire face à l'avenir. Notre défi est de devenir à court et à long terme un mouvement interlocuteur valable dans les processus de négociation actuels et dans ceux qui pourront surgir plus tard entre chacun des acteurs armés. Ainsi, nous continuerons à forger des liens avec d'autres mouvements aussi bien nationaux qu'internationaux pour la construction d'un pays et d'un monde différent.

C'est dans ce contexte que ce 25 novembre 2004 (date à laquelle on commémore la journée Internationale de la non-violence envers les femmes) La Ruta réalisera une mobilisation à la région de Choco, situé au Nord-Ouest de la Colombie.





Association des
Veuves du
Génocide
Agahozo

Contact

Consolée Mukanyiligira, Coordinatrice
AVEGA - Agahozo
P O 1535 Kigali - Rwanda

Tél 250 516 125

Fax 250 516 126

Mail avega@rwanda1.com

Site web www.avega.org.rw



L'Association des Veuves du Génocide Agahozo "AVEGA" a été créée à Kigali le 15 janvier 1995, après le génocide de 1994, sur l'initiative d'un groupe de 50 veuves rescapées du génocide. Elle est née pour redonner l'espoir de vivre, combattre la solitude de la veuve, la réhabiliter et la réintégrer dans la société. Agréée par le gouvernement en 1995, elle dispose de branches dans tout le pays et actuellement compte plus de 25000 membres actives.

Notre histoire



A partir du 7 avril 1994, le génocide qui s'est produit sur toute l'étendue du territoire rwandais a emporté plus d'un million de personnes, en moins de cent jours. Des milliers de femmes sont devenues veuves ; des enfants (en majorité des filles) ont subitement perdu leurs deux parents et parfois tous les membres de leur famille, devenant ainsi, forcément, chefs de ménage.

Les tueries massives délibérément planifiées et systématiquement exécutées ont entraîné des conséquences graves sur notre société en général et sur les groupes vulnérables en particulier. Aujourd'hui 50 % de la population seraient des veuves alors que le nombre d'orphelins chefs de ménages s'élève à 65 000.

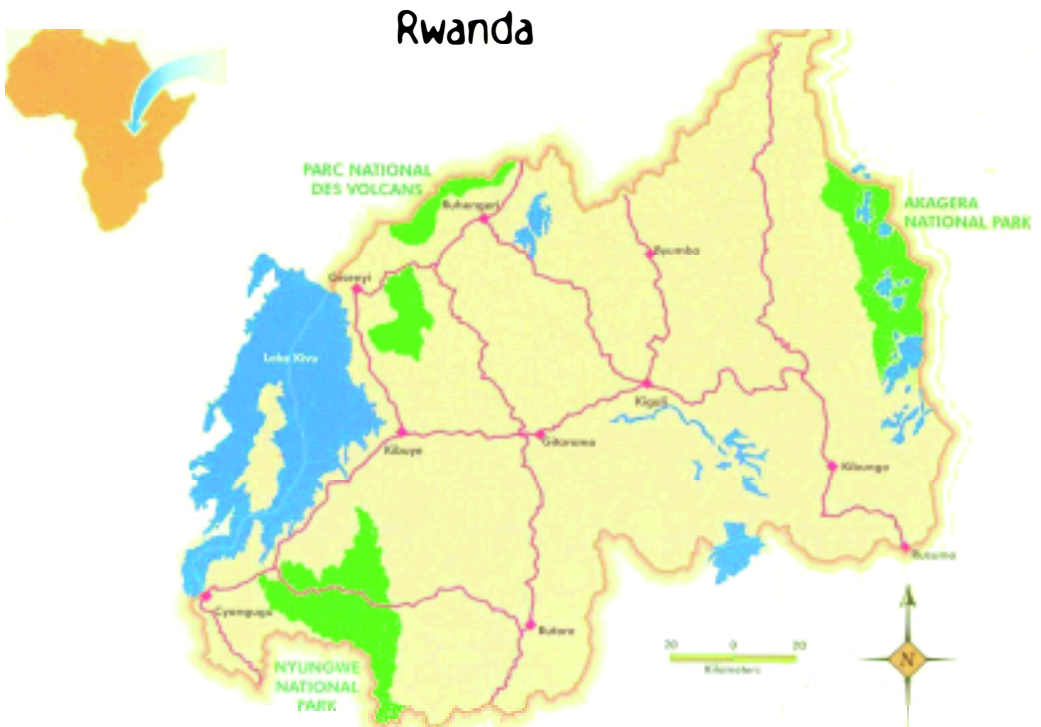
Pendant les massacres et destructions de maisons, les femmes et jeunes filles subissaient, dans la barbarie la plus totale, des tortures et violences sexuelles de la part des tueurs. Dans la majorité des cas, il y a eu l'intention de leur transmettre le virus du SIDA et aussi de les humilier à vie.

Violées individuellement ou par un groupe de gens, la plupart des victimes portent de cicatrices visibles causées par des machettes et continuent à souffrir encore aujourd'hui des traumatismes divers qui les rendent extrêmement vulnérables. Elles ont ainsi besoin d'une prise en charge, d'une assistance et d'un suivi psycho-médical soutenu.

C'est dans le but de venir au secours de milliers de veuves et d'orphelins du génocide, en vue d'alléger leurs souffrances et de les aider à s'adapter à leur nouvelle situation qu'est née notre Association des Veuves du Génocide Agahozo (AVEGA).

Nos principaux objectifs

- ❖ Protéger et promouvoir les veuves du génocide sévèrement éprouvées par les atrocités commises à leur endroit. Dans cette perspective, défendre les droits des veuves, qu'ils soient d'ordre social, économique, politique et autres.
- ❖ Mener des activités visant l'amélioration des conditions de vie des veuves et de leurs enfants ; ainsi que promouvoir l'éducation des orphelins du génocide.
- ❖ Perpétuer la mémoire des victimes du génocide et lutter pour que la justice soit rendue.
- ❖ Promouvoir la solidarité agissante entre les membres de l'association.
- ❖ Participer activement au processus de la réconciliation nationale et de la reconstruction du pays ainsi que collaborer avec les associations tant nationales qu'internationales ayant les mêmes objectifs que nous.



Notre organisation



Notre groupe s'organise sur base d'organes centraux qui sont : le Congrès national ; le conseil d'administration, le comité exécutif, le conseil de surveillance et d'arbitrage et les conseillers (les sages).

Le Congrès national est l'organe suprême de l'association. Il est composé par : les membres fondateurs restés actifs ; les membres d'honneurs ; 5 membres représentant les membres sympathisants, les membres des comités provinciaux. (5 par province), les membres du conseil d'administration, les membres du conseil de surveillance et d'arbitrage.

Compte tenu du nombre de bénéficiaires de l'AVEGA qui va croissant à travers tout le pays, nous avons adopté depuis 1999, une politique de décentralisation. AVEGA compte aujourd'hui 3 bureaux régionaux.

- ☛ Ainsi, le bureau régional de l'AVEGA couvrant les provinces de Kibungo, Byumba et Umutara a démarré ses activités en l'an 2000.
- ☛ Le second bureau régional pour la région du Sud est opérationnel depuis septembre 2002. Il regroupe les provinces de Gikongoro et Cyangugu.
- ☛ Le bureau de la région Nord regroupe deux provinces (Gisenyi et Ruhengeri)

Comment travaillons-nous ?

C'est par le biais de ses programmes d'activités que notre association travaille pour favoriser l'épanouissement des veuves du génocide, sévèrement éprouvées par les atrocités et les massacres perpétrés contre leur personne et les leurs. Dans chaque région, les programmes ci-après sont implantés pour aider ses membres à se réadapter et à retrouver une vie normale.

- ☛ Au sein du **Programme de renforcement des capacités institutionnelles** se trouvent l'administration et les finances ainsi que le volet de renforcement des capacités du staff et des membres de l'association. Ce programme regroupe soixante-huit agents à temps plein répartis selon les bureaux déjà décentralisés.
- ☛ Le **Programme d'appui aux groupements de base** s'occupe de l'exécution et de la gestion des micro-projets générateurs de revenus. A travers ceux-ci, l'association octroie des micro-crédits. En aval, les bénéficiaires reçoivent la formation en suivi et évaluation de ces micro-projets.

☛ A travers le **Programme de plaidoyer, justice et information**, nous intervenons d'abord pour résoudre les problèmes d'ordre juridique de nos membres. Nous parvenons ensuite à faire le plaidoyer tant au niveau national qu'international. Et enfin, par ce même programme, nous diffusons diverses informations relatives à la vie de l'association, tant au niveau national qu'international.



L'AVEGA dispose depuis juin 2001 d'un projet spécifique des membres et bénéficiaires de l'AVEGA victimes des violences sexuelles

☛ Par le **Programme psycho-socio-médical**, on parvient d'abord à résoudre certains problèmes d'ordre psychologique par le counselling soit individuel, soit de groupe (les femmes veuves et filles orphelines victimes des violences sexuelles, aujourd'hui traumatisées) Nous nous occupons ensuite des problèmes d'ordre social par la construction des maisons pour les sans logis, la couverture des frais et matériels scolaires pour certains orphelins, les tickets pour le transport des malades. Bref, tout ce qui est assistance sociale. Enfin, nous réglons les problèmes d'ordre médical comme : soins de santé primaire, analyse de certains examens médicaux dont le dépistage du VIH/SIDA et la prise en charge de quelques veuves et orphelins vivant avec le VIH/SIDA.

Nos réseaux

Notre groupe collabore avec d'autres groupes au niveau local, il fait partie du collectif des associations féminines PRO-FEMMES/TWESE HAMWE.

Nous avons déjà quelques relations au niveau international et nous envisageons d'enrichir des relations entre le Nord et le Sud.

Le génocide étant un crime universel, il est de notre devoir de collaborer avec le Nord et le Sud dans le but de chercher ensemble des solutions aux multiples conséquences du génocide rwandais.

Nos contraintes et défis



A cause du génocide, un grand nombre de femmes sont devenues chefs de famille. Elles ont pris les responsabilités qui, du point de vue culturel étaient attribuées aux hommes. Les femmes rwandaises mènent un combat solidaire pour briser toutes les barrières juridiques à leur épanouissement économique et social. Ce combat a eu comme résultat la prise de responsabilités comme chefs de ménage. La confiance en elles-mêmes leur permet de participer aux instances de prise de décision.

Nous souhaitons voir l'Association autonome et prospère, capable de résoudre elle-même les problèmes majeurs des veuves. Notre pouvoir est lié à notre cause. Bien plus, les cris de nos martyrs empêchent le silence et l'oubli. En outre, nous souhaitons continuer de figurer parmi les premiers acteurs dans la reconstruction de notre pays et dans toutes les activités visant l'instauration d'une paix durable dans notre pays.

Notre organisation est comme une bibliothèque du génocide. Elle perpétue la mémoire du génocide. Pour les membres, l'organisation joue le rôle de centre de ren-contre, elle se substitue à leurs familles exterminées pendant le génocide.

Nous luttons pour un avenir meilleur, un avenir où les femmes veuves se sentent utiles à la société. Le développement aidant, la lutte contre l'ignorance et contre toute sorte de violences est notre devise.



© Helen Wilson

D tail de « Four AVEGA Women »



*FEMMES EN NOIR contestent leurs gouvernements lorsqu'ils n'ont
soit-disant au nom de la communauté toute entière des politiques
destructrices et meurtrières*

Contact

Marie-France Stewart
Collectif Femmes en Noir contre les expulsions et les centres fermés
29 rue Blanche 1050 Bruxelles - Belgique

Tél 32 2 538 47 73 / 32 2 646 45 35

Fax 32 2 539 10 38

Mail femmes_en_noir@yahoo.fr ou marie-f@tiscalinet.be

Site web www.womeninblack.org/history_french.html



Femmes en Noir

(Belgique)

Les Femmes en Noir constituent un réseau informel où des femmes s'engagent à titre individuel, unies par les idéaux de pacifisme, de féminisme et de multiculturalisme. Elles contestent leurs propres gouvernements lorsqu'ils mènent soit-disant au nom de la communauté toute entière des politiques destructrices et meurtrières. Elles tentent aussi de rappeler la barbarie de conflits lointains, en solidarité avec d'autres femmes en lutte, comme les femmes en noir israéliennes et palestiniennes. Personne ne tente de comptabiliser le nombre de vigies ou de groupes de Femmes en noir, qui n'avaient pas l'intention de devenir un mouvement international structuré, mais il en existe des centaines sur tous les continents.

Le noir est la couleur du silence et de la dignité : les vigies des Femmes en Noir dans le monde



Un groupe de femmes vêtues de noir proteste pacifiquement contre la guerre, la violence et le militarisme. Leur action : rester en silence debout sur une place publique, portant le noir. Aujourd'hui contre la guerre en Yougoslavie, Afghanistan ou Iraq, demain l'occupation de la Palestine; quel que soit le conflit, elles sont là pour rappeler aux passant-e-s que, pendant qu'ils ou elles vaquent à leurs occupations, des innocents - dont de nombreux femmes et enfants - sont massacrés.

Ces vigies existent partout dans le monde et, en Belgique, on les a vues régulièrement sur la place de la Monnaie à Bruxelles, à Leuven, ou dans d'autres villes. Lors de la Marche mondiale des Femmes en 2000 des Femmes en Noir et leurs bannières en toutes langues ont " envahi " pacifiquement la Grand'Place pendant une heure.

Chaque vigie des Femmes en Noir est autonome, avec sa propre dimension et ses propres règles, autour de cet engagement " contre la guerre et pour la justice " Une vigie, dans le sens où elles l'entendent, signifie généralement une manifestation non-violente d'une personne (oui !) ou d'un groupe où elles portent des panneaux dans un lieu public, un carrefour fréquenté ou lieu symbolique, souvent au même endroit, pour que les femmes sachent où la trouver, même si elles ne viennent pas régulièrement.

Ce n'est pas une marche, mais certaines ont parfois organisé des marches. Les vigies sont composées de femmes, mais des hommes en ont rejoint. Sont-elles silencieuses ? La variété des slogans sur les panneaux dans le monde forme un discours étonnant, et les femmes les portent en silence. D'autres participantes discutent entre-elles (ou avec des passant-e-s). Certaines désignent une femme comme porte-parole auprès des spectateurs ou des médias. La plupart des vigies ne scandent pas ou ne crient pas de slogans, mais certaines le font. Des collectifs se forment parfois, avec des actions plus concrètes de solidarité ou de protestation.

Le réseau international

Le réseau international ainsi formé n'est pas une organisation, n'a pas de compte en banque, ni de présentation officielle, mais les Femmes en Noir affirment : " Notre silence est visible... nous portons le noir comme symbole de deuil pour toutes les victimes de guerre et pour la destruction des peuples, de la nature et de la vie ".

Une histoire rapide des Femmes en Noir



" Les Femmes en Noir " se sont inspirées d'anciens mouvements de femmes qui ont manifesté dans les rues pour faire entendre la voix des femmes dans l'espace public – en particulier le Black Sash en Afrique du Sud et les Madres de la Plaza de Mayo qui recherchaient les " disparus " de la répression politique en Argentine. Mais les Femmes en Noir partagent aussi une généalogie avec des groupes de femmes qui ont refusé explicitement la violence, le militarisme et la guerre comme la Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté constituée en 1918 et les femmes du camp pour la paix de Greenham Common au Royaume Uni ainsi qu'avec des groupes apparentés qui dans le monde se sont opposés au déploiement de missiles US dans les années 80.

Les débuts en Israël

Les Femmes en Noir telles qu'on les connaît aujourd'hui ont pris naissance en Israël en 1988. En 1987, 20 ans après l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza par Israël, débuta l'intifada palestinienne. En réponse, des femmes juives israéliennes commencèrent à aller chaque semaine comme vigiles, se tenant debout dans des endroits publics, généralement à des carrefours fréquentés.

La première vigile s'est tenue à Jérusalem, puis le nombre de vigiles en Israël s'est multiplié pour atteindre près 40 vigiles. Dans le nord d'Israël, où la concentration des communautés arabes est la plus importante, des femmes palestiniennes de nationalité israélienne étaient également actives dans des groupes de Femmes en Noir. De nombreux groupes locaux de Femmes en Noir établirent des

contacts avec des femmes d'au-delà de la ligne verte qui étaient engagées dans un travail de soutien comme par exemple la visite de Palestiniens incarcérés dans des prisons israéliennes".

Pour savoir plus sur l'histoire de femmes en noir visitez le site Web www.womeninblack.org

Plus de quatre ans de lutte contre la violence institutionnelle en Belgique

L'expérience du Collectif Femmes en Noir contre les expulsions et les centres fermés

" Les migrantes, les femmes qui franchissent les frontières, ont à nous dire des choses sur nous-mêmes et nos sociétés ; les leurs comme la nôtre ".

F. Gaspard

On juge aujourd'hui des gendarmes pour savoir comment qualifier la mort violente d'une jeune femme africaine contrainte de force par la Belgique " pays d'accueil " et des " droits de l'Homme " au retour vers un pays où l'attendait un mariage forcé. Mais le 22 septembre 1998 reste pour nous le jour de l'assassinat de Sémira Adamu, qui a cristallisé les forces de quelques femmes de tous âges et nationalités pour réfuter qu'il s'agissait seulement d'un drame individuel vécu par UNE femme. Nous voulions souligner la dimension collective de la violence faite aux femmes dans les pays qu'elles fuient, le caractère politique de cette violence que ni les médias, ni même la plupart des associations ne dénonçaient.



Une manifestation des Femmes en Noir, Liège

Le collectif

Ce fut la naissance du " Collectif Femmes en Noir contre les expulsions et les centres fermés".

Depuis lors, nous répondons collectivement à des situations d'urgence et nous agissons politiquement, après un échange direct entre notre groupe et les femmes concernées par les mesures prises sur notre territoire. Nous sommes en effet convaincues que les femmes demandeuses d'asile et sans papiers vivent les violences et les injustices gouvernementales dans un désarroi particulier, en raison des discriminations résultant de l'appartenance au sexe féminin.



Le Collectif est ouvert à toute femme qui voudrait nous connaître et participer à nos réflexions et actions et, évidemment, aux femmes immigrées avec ou sans papiers, clandestins, en demande d'asile ou en procédure de régularisation.

Comment agir ?



Nous avons choisi d'agir à la fois de façon pratique et politique, auprès des femmes en situation de détresse, comme auprès des associations ou organismes aveugles à la question du genre, et bien sûr sur les lois de plus en plus répressives du gouvernement. Nous (entre cinq et dix femmes féministes actives) avons connu de grands bonheurs lorsqu'une femme obtenait enfin des papiers lui permettant de reconstruire une vie ici.

Mais chaque personne régularisée nous rappelle que des centaines d'autres errent sans papiers, sont exploitées dans des réseaux de traite des êtres humains et de prostitution, végètent dans des centres fermés, seront expulsées, violemment si elles résistent. Humainement nous avons pu aider l'une ou l'autre, politiquement il nous faut bien constater que la situation des migrant-es ne cessent de s'aggraver.

Une grande gageure est celle de l'efficacité d'un groupe aussi réduit lorsqu'il s'agit de lutter contre l'inéquité des règles internationales, et en particulier contre l'inexistence au sein de la Convention de Genève (texte fondamental sur lequel s'appuient les autorités pour refuser ou accepter le statut de réfugié-e) d'un droit d'asile qui repose sur l'appartenance sexuelle. Elaborée par des hommes " universels ", elle affirme qu'est considéré comme réfugiée " toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ", omettant toute référence au sexe réduisant du même coup la

moitié de l'humanité à un " groupe social ". Nous saisissons aussi sans répit toutes les occasions de nous élever contre les pratiques inadmissibles de l'Office des étrangers, notre bête noire.

Une autre gageure est de rester en contact avec les femmes sans papiers. Nos critiques nous ont valu d'être " persona non-grata " dans les centres fermés. Il est aussi difficile de relever le défi de conjuguer les actions de solidarité, parfois très concrètes et quotidiennes, et l'action politique plus théorique. Mais nous voulons rester un groupe de solidarité entre femmes et nos démarches d'accompagnement individuel éclairent les vrais problèmes que les femmes migrantes ou sans papiers rencontrent, nous permettant d'argumenter contre la langue de bois administrative.

Paroles de femmes

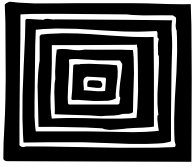


Si notre collectif peut aujourd'hui prétendre à un certain savoir concernant les problèmes des femmes migrantes, c'est qu'elles-mêmes nous ont apporté cette connaissance.

Pour faire entendre leur voix et partager nos réflexions, nous avons décidé d'éditionner un document " Femmes en Migration " constitué à la fois de leurs témoignages et de notre analyse (que nous portons) sur ces expériences personnelles. Nous avons voulu faire savoir que pour les femmes, la violence sexiste traverse toutes les autres formes de violence. Ces femmes venues d'ailleurs ont pris la décision de refuser l'oppression et des violences insupportables. En quittant leur pays, elles sont entrées en résistance. Arrivées ici, elles sont confrontées à d'autres formes d'oppression et de violence. C'est la nécessité de briser cette spirale qui inspire toutes nos revendications. Cet ouvrage donne des repères pour comprendre les méandres juridiques, et présente des revendications politiques.

Mais ce qui est peut-être encore plus important dans notre action, au-delà de la dénonciation, est la façon déterminée, incessante et têtue dont chacune et notre collectif adressons nos demandes, nos revendications et nos recommandations à toutes les femmes qui, par leur fonction, ont un pouvoir d'influence, de pression voire d'action sur les politiques de migration et d'asile, au niveau régional, fédéral, européen ou international.





COFESUD

(Belgique)

Conseil des femmes du Sud

❖ Le Conseil des femmes du Sud, " COFESUD ", est une association sans but lucratif qui a été créée en 1995 par les associations des femmes africaines qui militaient pour le bien-être et le mieux-être de la femme ici et ailleurs.

C'est un réseau d'associations et de femmes d'origine africaine subsaharienne engagées dans les actions en faveur du développement durable et de la participation sociale, culturelle, économique et politique.

Nos objectifs

1. COFESUD est un espace où les différentes associations de femmes se regroupent pour échanger et promouvoir la participation des femmes à la résolution de leurs problèmes et au développement de leur pays.
2. L'association soutient les actions des femmes ; elle informe et forme les femmes à la participation citoyenne (politique, sociale, économique, culturelle) et à la promotion des droits humains.
3. Elle sensibilise les femmes à la solidarité et à la participation à la recherche des solutions aux conflits dans la région des Grands Lacs, car la paix est préalable au développement durable.

Nos activités

❖ COFESUD participe activement à toute action visant la promotion des femmes en général et des femmes du Sud en particulier, surtout dans le domaine de la justice et de la paix. Nous croyons qu'il n'y pas de développement sans paix ; pas de paix sans justice ; pas de justice sans respect des droits humains.

Nous collaborons avec les associations et les Institutions intéressées par les projets en faveur des femmes du Sud.

Nous travaillons actuellement en Belgique avec le Monde selon les femmes, l'Union des femmes africaines, l'Association des femmes congolaise pour la Paix ; en République démocratique du Congo, nous travaillons avec l'Association des femmes pour le développement intégral, l'association des femmes de Kabinda ; l'Union des Femmes veuves de Kalemie ; et aux Etats- Unis avec " *the African Women Council, Inc* " .

La guerre au Congo



En 1994, le Rwanda a connu le génocide. Ce crime odieux est condamné ; les auteurs sont poursuivis et punis d'une manière exemplaire. Depuis le 2 août 1998, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda ont attaqué la République Démocratique du Congo, divers rapports et témoignages font état de 4,7 millions de morts, des milliers de déplacés. Les femmes et les filles sont violées, mutilées, enterrées vivantes ou brûlées vives. Les enfants sont enrôlés dans les différentes armées de belligérants.



République Démocratique du Congo

La communauté internationale n'arrive pas à prendre des mesures adéquates pour arrêter les seigneurs de la guerre et tous ces massacres. Les auteurs de ces crimes ignobles ne sont même pas poursuivis, ni sanctionnés. Nous femmes du COFESUD nous dénonçons cette barbarie humaine et nous insistons que **seule** la justice non complaisante pourra ramener la vraie paix et la vraie démocratie dans la région des Grands Lacs et réconcilier les communautés et les pays voisins.

Nous interpellons les autorités politiques sur la paix en Afrique centrale : rencontre avec les parlementaires, lettres ouvertes, mémorandum, voyages au Congo, manifestations, marche pour la paix, expositions, conférences.

C'est ainsi qu'en 2004, nous avons adressé deux lettres ouvertes d'interpellation aux parlementaires des pays occidentaux, dont voici quelques extraits :

La réconciliation des Rwandais par la vérité et la justice (Lettre ouverte n°1)

" Pour l'avenir de l'Afrique qui doit se construire par des valeurs universelles de Justice et de Respect des droits humains, nous demandons aux Responsables politiques d'être garants de ces mêmes valeurs et d'exiger que la vérité et la justice équitable pour tous soit une pratique reconnue et respectée par les Chefs des gouvernements africains".

Les conséquences de la guerre en la République Démocratique du Congo (RDC) sur les femmes et les enfants (Lettre ouverte n°2)

" Le COFESUD demande aux puissances occidentales, principaux bailleurs de fonds des pays agresseurs de contraindre les belligérants à se retirer effectivement de la RDC, car l'occupation des régions de la RDC par les armées étrangères bloque la planification du développement et la participation effective de la population.

Par ce retrait, les droits du peuple congolais pourraient être respectés et protégés :

- ❖ *droits politiques : liberté d'expression, d'opinion, de culte, d'association, droit à la vie, à la liberté physique, à la justice équitable...*
- ❖ *droits sociaux, économiques et culturels droit au travail, au salaire, à l'éducation, à la santé, au logement, à la nourriture, à l'eau potable...*
- ❖ *droit à la sécurité : une armée nationale et disciplinée pour la protection de la population. Le peuple congolais ne mérite pas le drame qu'il est en train de vivre.*

Les Pays occidentaux peuvent l'aider par la sensibilisation de l'opinion internationale et par des pressions réelles sur les pays qui sont à la base de la déstabilisation générale de la RDC".

Contact

Adolphine Kabobo Riziki, coordinatrice
COFESUD
227, Boulevard Léopold II à 1080 Bruxelles - Belgique

Tél / Fax 32 2 527 44 58

GSM 32 478 99 40 27

ou 32 473 27 09 09

Mail cofesud5@hotmail.com



FESTIVAL VOIX DE FEMMES

(Belgique)

Réseau mondial de solidarité des mères, sœurs, filles, épouses, proches de personnes enlevées et disparues

Le Festival " Voix de femmes " est une scène des arts et des cultures du monde portées par les femmes, un lieu de rencontres et de réflexion en mouvement. Pendant dix jours de fêtes, cet événement est transformé en un moment rare et privilégié où les artistes partagent une histoire, une tradition, un regard, le plaisir d'être ensemble. Ces artistes sont des femmes qui investissent et transforment leur art et leur culture. Elles sont les héritières de traditions artistiques occidentales, orientales, urbaines, paysannes, sédentaires, nomades, orales, écrites, rituelles ou profanes. Par la musique, la danse, le théâtre ou les arts plastiques, elles continuent leur histoire, la recréent, la recomposent, la modèlent.

Ces femmes, citoyennes, artistes, représentantes de cultures " minoritaires " sont, chacune à leur façon, des résistantes à l'uniformisation d'une culture et d'un savoir uniques qui exclut la diversité et l'altérité. Car les histoires de l'art sont multiples et différentes, les lieux où elles s'écrivent se composent ou se dessinent, déversent une multiplicité qui est essentielle au monde. Elles tracent ainsi de nouvelles identités, elles impriment d'autres

directions, et, ce faisant, elles dessinent un futur.

Depuis sa naissance, le Festival " Voix de femmes " a été reconnu comme un espace de pédagogie, de rencontres et d'échanges exceptionnel, non seulement par sa qualité artistique, mais surtout parce qu'il a réussi à créer une dynamique de rencontres et de dialogues.

Depuis 1996, le Festival " Voix de Femmes" a voulu approfondir cette question des " Cultures en résistance " en organisant des journées de témoignages, de rencontres et de débats qui impliquent les artistes, intellectuelles, journalistes et les femmes engagées de la société civile. Depuis avril 2000, nous avons également fait le choix d'une implication politique plus affirmée en invitant des femmes proches de personnes enlevées et disparues de différentes parties du monde. Ces femmes ont créé, le " **Réseau mondial de solidarité des mères, sœurs, filles, épouses, proches de personnes enlevées et disparues** " qui est l'un des éléments constitutifs de l'identité du Festival Voix de Femmes.

Lors de la Nuit Finale du Festival " Voix de Femmes " sont également intervenues des représentantes du " **Réseau mondial de solidarité des mères, sœurs, filles, épouses, sœurs, proches de personnes enlevées et disparues** ".

De 2000 à 2003, quatre rencontres du Réseau ont eu lieu à Bruxelles et à Liège, réunissant des femmes du Chili, d'Argentine, du Mexique, de Turquie, du Kurdistan, du Sahara Occidental, de Yougoslavie, du Liban, du Maroc, du Rwanda, du Sénégal, de Belgique, d'Iran, du Kazakhstan, d'Afghanistan, de Palestine, de Casamance, du Burkina Faso, de Tchétchénie, d'Algérie...

La plupart de ces femmes font partie de comités organisés, et en sont parfois fondatrices. Mais elles s'expriment avant tout en tant que femmes qui, à partir d'un drame personnel, se sont levées, ont résisté, ont voulu, depuis leur histoire individuelle, mener une réflexion et un combat collectifs. Le recueil de leurs témoignages a fait l'objet d'une première édition en français et à tirage limité de : " **Rencontres et témoignages** ".

Aujourd'hui, le Festival " Voix de Femmes " a une identité particulière, résultat de son histoire et d'un processus organique et humain, et fondée sur le dialogue et l'élaboration d'une culture commune dans le respect des altérités. Cette identité est une parole de femmes, une parole qui se constitue dans le respect des diversités des cultures et des histoires portées par ces femmes, artistes, intellectuelles, journalistes et citoyennes. C'est cette identité que nous voulons

questionner, décliner et démultiplier. Le Septième Festival " Voix de Femmes " se tiendra **du 14 au 22 avril 2005** en Belgique. Cette septième édition, dans une perspective de " Dialogues méditerranéens ", continuera la rencontre entre les cultures à partir de la circulation des paroles, des chants, des écrits, des regards ou des présences de femmes artistes, intellectuelles, journalistes, citoyennes, héritières de traditions. Leurs voix se croiseront pour affiner, démultiplier et communiquer une identité commune, un " nous " qui ne se clôture pas mais qui ne cesse de s'élaborer dans la diversité et le respect des particularités, des appartenances, des opinions et des libertés.

Voici quelques-unes de nos éditions disponibles sur commande :

- *Rencontres et Témoignages. Réseau mondial de solidarité des mères, épouses, sœurs, filles, proches de personnes enlevées et disparues* Collection Papier Journal, Editions D'une certaine gaieté, Liège, 2004.
- *Voix de Femmes* coffret contenant 2 CD enregistrement live du 5^{ème} et 6^{ème} festival et 1 DVD Nuit Finale du 6^{ème} Festival, Liège, 2004.

Contact

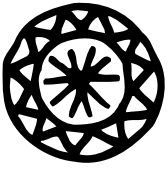
Brigitte Kaquet
Festival International Voix de Femmes
Rue des Mineurs 9-11
Liège - Belgique

Tél 32 4 222 12 46

Fax 32 4 223 21 26

Mail women.voices@skynet.be

Site web www.voixdefemmes.org



LES FEMMES CONGOLAISES POUR LA PAIX DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS (République démocratique du Congo)

Douze réseaux d'associations féminines viennent, par consensus, de mettre sur pied une superstructure dénommée " Femmes congolaises pour la Paix dans la région des Grands Lacs " dans la perspective de la Conférence Internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans les Grands Lacs.

Les femmes congolaises ont voulu dépasser leurs divergences internes et contribuer à la stabilité dans la Sous-Région en élaborant un programme commun et en parlant d'une même voix. Car, ces dix dernières années, certains pays de la région des Grands Lacs ont plongé dans une crise profonde et sont le théâtre de conflits armés et inter-ethniques qui opposent, sur le terrain, armées régulières et groupes armés incontrôlés. Cette situation d'instabilité a occasionné beaucoup de pertes en vies humaines, la destruction des infrastructures et un flux massif de mouvement migratoire (déplacés et réfugiés) dans la région.

De multiples efforts sont déployés pour la recherche de la paix, avec des avancées qui laissent entrevoir un espoir pour une solution négociée en vue d'une paix durable et un développement harmonieux dans les Grands Lacs. Ainsi, devrait se tenir en 2005 une Conférence Internationale " La paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans les Grands Lacs " mais les femmes sont pratiquement absentes du débat qui concerne leur propre sort et le devenir de leurs enfants, pourtant principales victimes des atrocités de la guerre et des conflits armés. Or, l'application effective des différents accords signés et la réussite de cette conférence Internationale, prémices de sécurité et de développement des pays de la région des Grands Lacs, ne porteront leurs fruits que si ces populations s'y impliquent et s'approprient totalement le processus et ses résultats.

C'est pourquoi les femmes congolaises ont résolu de se mobiliser pour leur participation à tous les niveaux du processus de paix, afin de venir à bout de ce fléau qui déchire la sous région. Partenaires de l'homme dans tous les domaines de la vie, et fortes des instruments juridiques tant nationaux qu'internationaux, dont la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui reconnaît à la femme la nécessité et le droit de faire partie de toute initiative de paix et de tout processus décisionnel qui touche à sa vie, les femmes entendent jouer un rôle plus actif pour

faire prendre en compte leurs préoccupations et apporter leur contribution à la construction d'une paix durable et d'un développement harmonieux dans les Grands Lacs, à travers la cohabitation pacifique entre les populations et le processus démocratique.

Plusieurs initiatives ont déjà été prises, notamment la formation de 60 femmes en techniques de négociation et résolution pacifique de conflits. Les Femmes congolaises pour la Paix organiseront donc des consultations et des ateliers nationaux et régionaux pour clarifier la vision de la paix telle que voulue par les femmes congolaises, de la base au sommet. Les femmes vont élaborer leur cahier des charges, l'harmoniser avec celui des femmes des autres Etats membres de la Conférence internationale et se préparer à y participer activement.

Il est en effet capital de s'assurer que les comités préparatoires nationaux incorporent de façon efficace les aspects du genre dans les quatre thèmes de la conférence, à savoir : la paix et la sécurité ; la démocratie et la bonne gouvernance ; l'intégration économique et régionale; les affaires humanitaires et sociales. Les Femmes congolaises entendent organiser les contacts et le réseautage entre les organisations féminines de la région, et assurer un plaidoyer permanent pour la prise en compte des préoccupations des femmes.

Les réseaux membres de la structure " Femmes congolaises pour la Paix dans la Région des Grands Lacs " sont : Comité National Femme et Développement (CONAFED), Cause Commune, Caucus des femmes, Coalition des femmes, Réseau Action Femmes (RAF), Union Nationale des Femmes (UNAF), Women as partners of peace in Africa (WOPPA), Réseau d'Education Civique au Congo (RECIC), Confessions religieuses, syndicats, Femmes des médias, Organisation des femmes paysannes.

Contact

Elise MUHIMUZI
Secrétaire technique
CONAFED

Av Mutombo-Katshi, 7
Kinshasa - Gombe
République Démocratique du Congo

Tél 243 99 184 06
Mail conafed@ic.cd



ACTIVITÉS DU MONDE SELON LES FEMMES

Les 10 ans du Monde selon les femmes



*Le six mars, de seize heures minuit,
jour n° anniversaire*

Ce fut l'occasion de faire le bilan de tout ce travail rendu possible grâce à l'énergie de toutes et tous les membres du Monde selon les femmes : le réseau et la revue Palabras, les formations, la participation active à la marche mondiale des femmes, notre site internet, le travail d'interpellation politique et l'implication dans la Commission Femmes et développement, les nombreuses publications, les animations...

C'est à l'occasion de la Journée internationale des femmes que le Monde selon les femmes a fêté ses 10 ans d'existence par un grand événement au Flagey à Bruxelles, le samedi 6 mars 2004. Nous étions plus de 400 à y participer : partenaires du Sud, ONG, associations de femmes, artistes, ami-es de longue date, responsables des administrations de la coopération au développement, parlementaires, étudiant-es. A côté de cela, 333 personnalités ont signé notre appel : " plus d'égalité entre les femmes et les hommes au Nord et au Sud, c'est possible ! ".



La fanfare « Pas ce soir Chéri! »



*Petit historique et d bat autour
du Monde selon les femmes*

Ce qui nous a fait très chaud au cœur, ce sont tous les mots de sympathie de nos partenaires du Sud et les témoignages d'Elise Muhimuzi (Conafed, Congo), Ana Borges (Graal, Portugal), Cecilia Torres (Equateur), Silvia Chejter (Cecym, Argentine) et tant d'autres qui nous ont dit que le Monde selon les femmes leur apportait beaucoup – et réciproquement – et que nous continuerions à travailler ensemble, en lien les un-es avec les autres pour plus d'égalité entre les femmes et les hommes au Nord et au Sud.



*Les mots de sympathie
de nos partenaires du Sud*



La Marche mondiale des Femmes, où en est-on ?



Comme vous le savez sans doute, la Marche mondiale des femmes se prépare à nouveau pour 2005. Dans tous les pays actuellement, une charte mondiale circule, elle est réappropriée par chaque coordination régionale dans le but de refléter les utopies propres à chaque continent... Si nous parlons de la Marche dans ce numéro de Palabras, c'est en lien avec le thème des violences qui est primordial pour toutes les femmes, et celles qui vont se mobiliser pour la Marche en particulier.

Les femmes se dressent contre l'horreur des **violences de guerre** qui sont la conséquence des inégalités Nord/Sud, au niveau mondial, les **violences domestiques** sont réparties dans **tous** les pays, dans tous les groupes sociaux, économiques religieux et culturels, elles sont un fléau. En Europe, ces violences sont les premières causes d'invalidité ou de mortalité des femmes. La dénonciation des violences faite aux femmes n'est pas neutre. Il est indispensable de mettre cette violence dans le contexte de la domination des hommes sur les femmes, dans le contexte de dérèglement des rapports de force entre les sexes. Plus le pouvoir est concentré, plus il donne le " tournis " à ceux qui l'exercent et plus les violences sont graves...

A partir de ce constat, chaque pays et continent va devoir mobiliser ses groupements de femmes pour se lever une fois encore, dénoncer mais surtout crier notre force de femmes unies pour dire non aux violences, non aux humiliations, non à la marchandisation des êtres humains.

La Marche mondiale est un immense effort pour les associations ; des énergies sont nécessaires pour réfléchir ensemble, convaincre des décideurs, des médias... Il ne sera jamais vain de tenter d'informer pour provoquer des changements.

Nous serons prêtes le 8 mars 2005, au Monde selon les femmes : nous avons un groupe de travail qui réfléchit sur des exemples d'injustices concrètes à combattre, nous relaierons les exemples du réseau Palabras, nous appelons à la plus grande mobilisation possible des associations...

Pour participer, multiplier les énergies :
rejoignez la **Marche mondiale des femmes - Belgique** contactez :

Maryam Kechiche / Lut Van Damme
Marche mondiale des femmes - Belgique
10, rue du Méridien 1210 Bruxelles

Tél 32 2 229 93 82
Fax 32 2 229 3848
Mail marche@amazone.be
Site web www.marchemondialesdesfemmes.be

Poupette Choque
Groupe de travail Marche mondiale du Monde selon les femmes :
18, rue de la Sablonnière 1000 Bruxelles

Tél 00 32 2 223 05 12
Fax 00 32 2 223 15 12
Mail poupette@mondefemmes.org
Site web www.mondefemmes.org

NOUVELLES DU RÉSEAU

Les Actes

des VI^{ème} et VII^{ème} Rencontre Palabras sont disponibles !

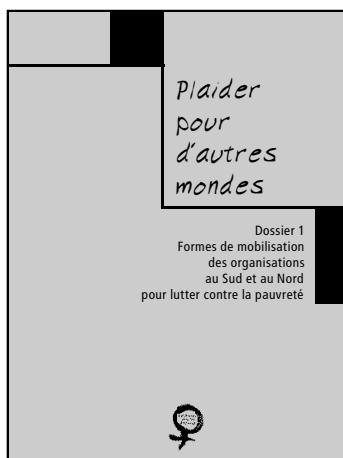
La VI^{ème} Rencontre Palabras, " Plaider pour d'autres mondes ", qui a eu lieu en octobre 2003, s'est réalisée en deux journées de débats entre les partenaires de l'Afrique et de l'Amérique latine, et les groupes de travail de Belgique et l'Europe. Lors de la Rencontre, les participant-e-s ont échangé leurs expériences sur les diverses formes du plaidoyer et les objectifs à poursuivre en vue du forum de Porto Allegre, autour de deux thèmes : la lutte contre la pauvreté et l'accès à la santé.

Les résultats de la Rencontre ont été recueillis en trois dossiers :

Dossier 1 : " Formes de mobilisation des organisations au Sud et au Nord pour lutter contre la pauvreté "

Dossier 2 : " Formes de mobilisation des organisations au Sud et au Nord pour améliorer la santé "

Dossier 3 : " Expériences et méthodologie du plaidoyer ".



La VII^{ème} Rencontre Palabras " Contrer la mondialisation de la pauvreté. Stratégies innovantes des femmes; le rôle un ONG belge " a eu lieu en mars 2004. Partenaires du Sud et du Nord ont discuté sur la politique de " lutte contre la pauvreté " de la coopération belge. Deux questions centrales ont alimenté le débat :

☛ *Dans le contexte de la globalisation libérale, à quels défis doivent faire face les organisations des femmes au Sud ?*

☛ *Quelles sont les stratégies innovantes de survie et de résistance des femmes ?*

Les responsables d'éducation au développement d'ONG belges ont présenté (à partir des projets intégrant les femmes) les types de plaidoyer et la manière de valoriser le rôle des femmes dans les actions de développement.

Les réponses et les résultats de la Rencontre se trouvent dans les actes :

Partie 1 : Défis et stratégies du Sud. Réponses du Nord.

Partie 2 : Quel type de plaidoyer pour l'approche de genre?

Les Actes sont disponibles en version imprimée,
et peuvent également être consultés via notre site Web
www.mondefemmes.org

La X^{ème} Rencontre des Féministes latino-américaines et des Caraïbes

En octobre 2005, à Sao Paulo -Brésil- aura lieu la X^{ème} Rencontre des Féministes latino-américaines et des Caraïbes. L'axe principal de cette manifestation sera la revitalisation du féminisme dans la région. Le débat central sera celui du féminisme et de son rôle dans le renforcement de la démocratie en Amérique latine et aux Caraïbes.

Info 10encontro@uol.com.br
